

IDENTIFICATION DE L'ENTREPRISE

Raison sociale ou dénomination :

Enseigne ou sigle :

Adresse de l'établissement:

Nature de l'activité :

N° Registre du Commerce et des Sociétés :

N° de Répertoire des Métiers :

N° de SIRET :

N° de SIREN :

Code NAF (Nomenclature des Activités Françaises) :

Code APE (Activité Principale Exercée) :

Nom et prénom du responsable de l'entreprise :

Lieux d'exploitations* :

Adresse 1 :

Code Postal : Ville :

Adresse 2 :

Code Postal : Ville :

Adresse 3 :

Code Postal : Ville :

* En cas de pluralité des lieux d'exploitation, présenter une comptabilité analytique retraçant la ventilation des chiffres d'affaires et des chiffres par siège d'activité

Forme juridique :

Entreprise Individuelle SARL EURL SA
- SNC Autre (à préciser)

Mode de gestion de l'établissement :

Gestion directe par la Société :
 Gérant Salarié :
 Gérant autre que salarié* :

* Joindre la copie du contrat liant le gérant à la société

Siège Social :

Code Postal : Ville :

Nom de la personne à contacter :

Tél. : E-mail :

Date de création ou d'acquisition de l'exploitation :

Prix de l'acquisition du fonds de commerce : euros

(si le fonds de commerce ou l'exploitation a été acquis au cours des 3 dernières années)

CARACTÉRISTIQUES COMMERCIALES DE L'ENTREPRISE

Effectif actuel

Nbre	ETP

Année 2018

Evolution des effectifs sur les trois dernières années

Nbre	ETP

Année 2017

Nbre	ETP

Année 2016

Nbre	ETP

Année 2015

ETP : Équivalent Temps Plein

	Effectifs	N-3	N-2	N-1	N
Période concernée	Janvier				
	Février				
	Mars				
	Avril				
	Mai				
	Juin				
	Juillet				
	Août				
	Septembre				
	Octobre				
	Novembre				
	Décembre				

Indication des périodes de fermeture annuelle au cours des quatre années écoulées :

N	
N-1	
N-2	
N-3	

Activités :

Activité principale :		% du CA :	
Activités secondaires:		% du CA :	
Activités secondaires:		% du CA :	
Activités secondaires:		% du CA :	

Evolution de la nature des activités exercées (abandon, ou à l'inverse création de secteurs ou de prestations nouvelles : réduction ou extension des locaux commerciaux ; reconversion mises en œuvre,...) :

Droits d'occupation du Domaine Public

Oui Non

Si oui, nature de l'autorisation accordée :

Cette autorisation a-t-elle été modifiée ou retirée à l'occasion des travaux ?

Retirée Modifiée :

Établissements de restauration (cafés, brasseries, restaurants...) à préciser

Nombre de places en salle :

Nombre de places en terrasse **avant** travaux :

Nombre de places en terrasse **pendant** les travaux :

Nombre de places en terrasse **après** travaux:

Autres commerces ayant un espace de vente extérieur à préciser :

Superficie de vente intérieure :

Superficie de vente extérieure :

Commercialisation des produits vendus (préciser les modes de commercialisation des produits ou des services vendus : vente sur rendez-vous, vente d'impulsion, vente liée à une saisonnalité, vente par internet,...)

Nombre de jours d'ouverture habituelle (en dehors des travaux) :

Jours d'ouverture	Horaires d'ouverture en matinée	Horaires d'ouverture l'après-midi
Lundi		
Mardi		
Mercredi		
Jeudi		
Vendredi		
Samedi		
Dimanche		

Origine de la clientèle :

<input type="text"/>	% particuliers
<input type="text"/>	% centre-ville

<input type="text"/>	% professionnels
<input type="text"/>	% en dehors du centre-ville

ÉLÉMENTS D'IDENTIFICATION DES DOMMAGES

Accessibilité de l'entreprise :

- ✓ Préciser les voies d'accès et leur nombre :

Avant les travaux :	
---------------------	--

Pendant les travaux :	
-----------------------	--

- ✓ Indiquer les restrictions d'accès, leur importance et leur durée. Préciser la période de restriction aux locaux où s'exerce l'activité:

--

Modification des jours et heures d'ouverture pendant les travaux:

Jours d'ouverture	Horaires d'ouverture en matinée	Horaires d'ouverture l'après-midi
Lundi		
Mardi		
Mercredi		
Jeudi		
Vendredi		
Samedi		
Dimanche		

Autres nuisances :

Décrire la nature et la durée des nuisances, autres que celles résultant des restrictions d'accès, ayant fait obstacle à la poursuite momentanée de l'exploitation ou ayant profondément affecté les conditions de l'exploitation :

Mesures prises à raison des difficultés

- ✓ Gestion des ressources humaines (si votre entreprise emploie des salariés, préciser si ceux-ci ont été placés en situation de chômage partiel ou s'ils ont été invités à prendre leurs congés annuels durant la période de faible activité de l'entreprise :

- ✓ Autres mesures (investissement réalisé en matière de communication, de publicité, modification des rythmes de livraison, déplacement des fermetures annuelles,...)

DESCRIPTION ET ÉVALUATION DES PRÉJUDICES PAR LE DEMANDEUR

Bilans simplifiés en euros :

ACTIF		PASSIF	
Immobilisations nettes		Fonds propres	
Stocks et Encours		Report à Nouveau	
Créances d'exploitation		Total des Fonds Propres	
Disponible		Dettes à L et MT	
Autres éléments d'actif		Autres dettes	
TOTAL		TOTAL	

Comptes et Résultats simplifiés résumés en euros HT *:

Postes	N-3	%	N-2	%	N-1	%	N	%
Chiffre d'Affaires								
Achats Consommés								
MARGE BRUTE								
Frais de personnel								
MARGE BRUTE incluant les frais de personnel								
Valeur Ajoutée								
Excédent Brut d'exploitation								
Dotations Amort. Et Provision								
RÉSULTAT NET								

* Pour les activités multi-sites : produire le CA annuel par site

État récapitulatif des recettes mensuelles en euros HT*

MOIS	N-3	N-2	N-1	N
Janvier				
Février				
Mars				
Avril				
Mai				
Juin				
Juillet				
Août				
Septembre				
Octobre				
Novembre				
Décembre				
TOTAL				

* Pour les activités multiples (tabac/presse/bimbeloterie,...) produire un tableau des chiffres d'affaires par activité accompagné du taux de commission. Pour les activités multi-sites, produire un tableau mensuel par site.

Évaluation financière des préjudices commerciaux et calcul de l'indemnité :

Évaluation des préjudices	
Manque à gagner dû aux travaux / Baisse d'activité à la suite des travaux	
Moyens mis en œuvres ou prestations complémentaires à l'effet de réduire les nuisances des travaux	
TOTAL	

Certification du Comptable

Fait à, le.....

Signature et cachet du comptable

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné(e) :

Qualité :

Adresse :

Déclare sur l'honneur :

Avoir satisfait à l'ensemble de mes obligations fiscales et sociales (déclarations et paiements) et :

- avoir sollicité des délais de paiement,
- avoir obtenu l'octroi de délais de paiement,
- ne pas avoir obtenu l'octroi de délais de paiement,
- ne pas avoir sollicité de délais de paiement.

Auprès de :

- Service des Finances Publiques
- URSAFF
- Sécurité Sociale des Indépendants
- Autres (à préciser) :

- avoir au moins maintenu, pendant toute la période d'indemnisation des travaux, les conditions de fonctionnement de l'activité désignée, notamment en termes de jours et d'heures d'ouverture à la clientèle,
- l'exactitude des renseignements contenus dans le dossier ci-dessus,

J'ai conscience que toute fausse déclaration de ma part peut entraîner les sanctions prévues au Titre IV du Code pénal « Des atteintes à la confiance publique », articles 441-1, 441-6 et 441-7.

Fait à, le.....

*Signature du demandeur
et cachet de l'entreprise*

PIÈCES A JOINDRE AU DOSSIER

Pièces obligatoires (en sus du présent dossier) :

- Extrait K-bis de moins de 3 mois ou extrait d'immatriculation au répertoire des métiers (extrait « D1 »),
- Liasses fiscales, bilan, compte de résultat et soldes intermédiaires de gestion globaux et détaillés des 3 dernières années de référence,
- Détail du CA mensuel des 3 derniers exercices attesté par un expert-comptable,
- En cas de pluralité de lieux d'exploitation, présenter un extrait de la comptabilité analytique retraçant la ventilation des chiffres d'affaires, des masses salariales et des autres charges, ou la ventilation du chiffre d'affaires des différentes activités, pour chacun des sièges d'activité sur les trois derniers exercices,
- En cas de pluralité de secteurs d'activité, présenter une ventilation du chiffre d'affaires hors taxes,
- Relevé d'Identité Bancaire (RIB),
- Attestations fiscales et sociales de déclaration **et** de paiement au dernier trimestre échu auprès de l'URSSAF ou de la Sécurité Sociale des Indépendants, et des Impôts
- Évaluation du préjudice attesté par l'expert-comptable.

Les pièces comptables devront être attestées par l'expert-comptable ou par un centre de gestion agréé

Pièces complémentaires éventuelles:

Vous pouvez ajouter toutes pièces nécessaires de nature à justifier de conditions particulières d'exploitation, et de manière générale, toutes les pièces de nature à établir des préjudices subis du fait des travaux et le bien-fondé de la demande d'indemnisation, comme :

- photos et plans significatifs de la situation du requérant pendant les travaux,
- tout élément de contexte économique permettant d'apprécier la situation.

Pièces obligatoires (en sus du présent dossier) : cas particulier des micro-entrepreneurs :

Eu égard à la particularité de leur statut, les micro-entrepreneurs ne sont pas tenus de disposer de pièces comptables identiques à celles d'une entreprise classique. Par conséquent, les pièces à fournir sont les suivantes :

- Extrait K-bis de moins de 3 mois ou extrait d'immatriculation au répertoire des métiers (extrait « D1 »)
- Déclarations fiscales des chiffres d'affaires des 3 dernières années de référence et de l'année en cours
- Détail du chiffre d'affaires mensuel des 3 derniers exercices
- En cas de pluralité de lieux d'exploitation, présenter un extrait de la comptabilité analytique retraçant la ventilation des chiffres d'affaires, des masses salariales et des autres charges, ou la ventilation du chiffre d'affaires des différentes activités, pour chacun des sièges d'activité sur les trois derniers exercices,

- En cas de pluralité de secteurs d'activité, présenter une ventilation du chiffre d'affaires hors taxes,
- Relevé d'Identité Bancaire (RIB)
- Attestations fiscales et sociales de déclaration et de paiement au dernier trimestre échu auprès de l'URSSAF ou de la Sécurité Sociale des Indépendants, et des Impôts
- L'évaluation du préjudice

Pièces complémentaires éventuelles:

Vous pouvez ajouter toutes pièces nécessaires de nature à justifier de conditions particulières d'exploitation, et de manière générale, toutes les pièces de nature à établir des préjudices subis du fait des travaux et le bien-fondé de la demande d'indemnisation, comme :

- photos et plans significatifs de la situation du requérant pendant les travaux,
- tout élément de contexte économique permettant d'apprécier la situation.

Pièces obligatoires (en sus du présent dossier) : cas particulier des entreprises et des micro-entrepreneurs dont l'activité date de moins de 3 ans

Les pièces obligatoires et facultatives restent les mêmes sauf que tous les documents s'entendent depuis l'année de l'installation.